

<https://lepcf.fr/A-propos-de-la-resolution-sur-les-elections-europeennes-de-2019>



Conseil National des 30 et 31 mars 2018

A propos de la résolution sur les élections européennes de 2019

- S'organiser - Conseil National -



Date de mise en ligne : lundi 2 avril 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Une première remarque sur la méthode. Ce texte a été envoyé la veille, il n'a pu être étudié et partagé avec tous les communistes dans leurs cellules, sections, fédérations...

Néanmoins, dans ma section nous avons au cours des semaines précédentes, au vu des positions de la Direction, formulé les points que j'ai pu évoquer dans mon intervention faite sur les perspectives et les luttes.

J'avais donc le mandat de mes camarades de demander de ne pas mettre en place des listes de candidats pour la prochaine élection européenne sans avoir eu un débat de fond sur l'UE, et la stratégie politique à adopter.

Voici la trame de l'intervention que j'avais préparée pour intervenir [\[1\]](#) :

Pensant à l'abstention et au rejet que provoque l'UE (tous les aspects de la vie quotidienne de tous et toutes sont confrontés aux directives de l'Union Européenne), la question de l'UE doit être un axe important du texte de congrès pour sortir du capitalisme. Or, la Direction demande au CN de valider une résolution qui engage la campagne de l'élection européenne avant le débat du Congrès.

Nous maintenons que les communistes ont vraiment besoin de ce débat et que c'est à eux de le mener souverainement.

Le texte de la résolution fait le constat de la victoire du capitalisme (même s'il est nommé libéralisme) et le constat de l'échec des politiques de l'UE, de l'extrême pauvreté des classes ouvrières des différents pays, et des peuples des pays européens.

Ensuite, il reprend les positions dites de la stratégie de « *l'Europe sociale* » mais sans tirer aucun bilan de la posture adoptée dans les années 90 dans l'espoir d'une réorientation de l'intérieur de l'UE. Notre constat : c'est un leurre. Donc le bilan est bien à faire avec l'exemple de la Grèce et de la situation de la France où Macron met en place la purge sociale exigée par UE.

Nous n'avons aucune illusion sur les volontés des dirigeants de cette superstructure au-dessus des États, et qui n'hésitent pas à broyer les souverainetés des peuples et des États-nations.

Les peuples perdent toute souveraineté, monétaire, financière, économique, politique soumis à la dette d'État, au TSCG et au MES (mis en place par le Parti Socialiste). C'est un système qui impose la dette et l'Euro, donc sans possibilité pour les États d'ajuster la monnaie. La seule variable d'ajustement est la baisse automatique et autoritaire du prix du travail, des salaires, pensions et prestations sociales.

Après le démontage du Code du Travail, les services publics et les statuts, conventions collectives, protections, sont les maillons suivant à faire sauter. Il faut faire tomber notre modèle français de redistribution qui est encore un amortisseur social, mais entrave la restructuration du capitalisme.

Le texte de la résolution qui nous est présenté est inamendable. Il interdit tout débat. Aucune des propositions qu'il contient n'est réalisable car elles exigeraient l'accord des 27 pays. Le texte nie la place de la Nation car il renvoie au Parlement Européen un renforcement des pouvoirs, ainsi qu'à la BCE.

Je ne détaille pas ici les 14 points, qui mériteraient de les replacer dans le contexte de luttes en France. Il est très faible sur les questions de la Paix, de la coopération et la solidarité de tous les peuples du monde. La Direction confirme aussi son orientation de se priver des liens avec les partis communistes puisqu'elle ne les nomme pas.

A propos de la résolution sur les élections européennes de 2019

Implicitement, ce texte oriente le PCF dans une voie d'aménagement dans le système européen.

Il faut donc de toute urgence ouvrir le débat sur la nature de l'UE et sur les conditions pour se libérer du diktat et du carcan du capitalisme.

Ayant conservé la position de classe du Parti Communiste Français (depuis la création de l'UE, de Maastricht et de 2005) et portant l'engagement de mes camarades, je voterai CONTRE LA RESOLUTION.

Pour que cette nouvelle feuille de route, ne soit pas une « *dé-route* » !

Résultats du vote (sur 160 membres du CN)

- Pour 51
- Contre 6
- Abstentions 4

[1] Non lue : inscription trop tardive ? trop d'interventions ???